

Contre le coronavirus, les premières lignes sont des femmes

PAR CÉCILE ANDRZEJEWSKI

ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 17 AVRIL 2020



À Paris, un supermarché de quartier, à la Porte de Vanves.
© Georges Gonon-Guillermas / Hans Lucas via AFP

Alors que le discours politique se veut martial, la réalité de la lutte contre la pandémie s'incarne non pas dans de virils guerriers mais dans des professions majoritairement féminines. Lesquelles sont pourtant souvent invisibles, et toujours très mal payées. Témoignages.

«Ce qui fait tenir la société, c'est d'abord une bande de femmes, parce que les femmes sont majoritaires dans les équipes soignantes – même si nous saluons aussi avec autant de gratitude les hommes – parce que les femmes sont majoritaires aux caisses des supermarchés, parce que les femmes sont majoritaires dans les équipes qui nettoient les établissements qui travaillent encore, et qu'elles sont souvent majoritaires dans la fonction publique qui tient encore. » En ce lundi 13 avril, sur **France Inter**, Christiane Taubira donne le ton. Et décrit formellement ce que beaucoup de Français constatent dans leur quotidien confiné : dans la lutte contre la pandémie, la première ligne se révèle majoritairement féminine.

Dans le sillage de l'ancienne garde des Sceaux, le Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes (HCE) écrit : « *Les personnes qui assurent aujourd'hui majoritairement la survie quotidienne de notre pays en termes de santé, en contact direct avec les malades, que ce soit les infirmières, les aides-soignantes ou le personnel assurant la restauration ou le ménage, à l'hôpital ou dans les Ehpad, ce sont des femmes. Les personnes qui permettent aujourd'hui*

majoritairement que l'accès aux denrées alimentaires et aux biens de première nécessité soit possible, en tant que caissières dans les supermarchés ou dans les magasins de détail, en contact direct avec le public, ce sont des femmes. »

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : elles représentent presque 98% des aides à domicile et des aides ménagères (selon les chiffres de l'Union nationale de l'aide, des soins et des services aux domiciles – UNA), 89 % des aides-soignantes (selon la DREES – direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques), 88 % des infirmières (chiffres du Syndicat national des professionnels infirmiers), près de 80 % des caissières (d'après la DREES)...

« À chaque fois, me vient en tête cette image qu'on voyait récemment dans les manifestations, de dames avec un bandana rouge, qui se retroussent les manches, en bleu de travail... Rosie la riveteuse ! Ça me fait un peu penser à ça, à cette armée de femmes », remarque Élodie Binet, infirmière libérale dans le Var. « Le sexe faible n'est pas toujours celui qu'on croit, s'amuse Alix Casse, une de ses collègues d'Arcachon. C'est quelque chose de presque ancestral, autrefois les infirmières étaient des nonnes, on le ressent encore aujourd'hui. De même dans la cellule familiale : soigner, prendre soin, s'occuper de, ont toujours été des rôles féminins. Ça a perduré dans ces métiers-là. »



À Paris, un supermarché de quartier, à la Porte de Vanves.
© Georges Gonon-Guillermas / Hans Lucas via AFP

Ces métiers sont regroupés dans le domaine qu'on appelle le « care » (ou soin, sollicitude en français). Une théorie qui trouve son origine dans le travail de deux chercheuses américaines : Carol Gilligan et Joan Tronto.

« Au départ, l'éthique du care s'intéresse au sentiment d'attention et au souci des autres, explique Sandra Laugier, professeure de philosophie à l'université

Paris 1 Panthéon Sorbonne. *Même si ce n'est pas réservé aux femmes, socialement, ce sont surtout elles qui se retrouvent en situation de s'occuper des autres – des enfants, des malades, des personnes âgées... –, et de développer ces capacités. L'autre dimension du care renvoie à une activité. Et donc à un travail. Il ne s'agit pas simplement d'un sentiment mais aussi d'un domaine d'activité de la vie sociale qui permet à la société de se maintenir en temps normal, qui rend la vie quotidienne possible, mais qu'on ne voit pas, qu'on tient pour acquis. Là, d'un coup, ces métiers deviennent visibles, le concept du care se matérialise. Et les gens deviennent reconnaissants. »*

De fait, en ce moment, *« quand tu te fais contrôler par la police, ils te disent “courage” ; au drive, ils te font des courses spéciales parce que tu es soignante ; la boulangerie nous offre les chocolaines ; tu as presque des gens qui t'applaudissent quand tu vas au supermarché »*, s'étonne Sabrina, infirmière en Ehpad.

Maryse* n'en revient pas non plus d'avoir été applaudie par une cliente derrière la caisse de son hypermarché. Aide-soignante dans une clinique, Maëlys* note également le changement d'attitude. Si les patients de son établissement ont toujours montré une certaine reconnaissance, *« là, ils donnent vraiment beaucoup, beaucoup de cadeaux. Comme ils savent que c'est nous qui fournissons notre petit déjeuner, on a reçu beaucoup de boîtes de chocolat, de thés, de cafés... »*

« La mairie nous a amené des boissons, des pizzas ; un magasin du coin nous a aussi livré à chacune des chocolats, dit encore Maëlys. Heureusement qu'on a tous ces petits gestes-là, parce que ce n'est pas notre direction qui nous soutient. En tant qu'aides-soignantes, on a toujours été dénigrées, on est là pour le pipi caca. Mais là, c'est encore pire, les cheffes ne viennent pas nous voir, comme si on avait la peste. » Dans sa clinique, les plannings continuent d'être délivrés à la dernière minute, les droits de retrait ont été refusés *« par manque de personnel »* et celles qui posent des arrêts de travail se le voient vertement reprocher.

«Une dimension morale très forte dans ces métiers»

Comme ailleurs, le matériel fait aussi cruellement défaut. Pour Maëlys et ses collègues aides-soignantes, un masque chirurgical par jour – qui donc *« ne sert plus à rien après avoir mangé »*. Idem pour Sabrina en Ehpad, qui n'a même pas de surblouse alors qu'elle passe dans les chambres de tous les résidents. *« L'ARS ne nous fournit que les masques, pour le reste on doit se débrouiller seules »*, soupire Emma*, responsable, elle aussi en Ehpad.

Au début du confinement, Isabelle, auxiliaire de vie, n'avait tout simplement ni gel ni masque. Ce n'est que le 9 avril qu'elle a été autorisée à avoir trois masques par employeur et par semaine, pour les bénéficiaires de l'APA (allocation personnalisée d'autonomie) et les personnes de plus de 70 ans. *« Je m'occupe aussi d'une personne de moins de 70 ans, officiellement, je n'ai pas le droit à un masque pour elle, alors que je peux lui transmettre le virus. Au début, on nous disait que les masques étaient réservés aux infirmières. »*

Pourtant, les infirmières libérales ont connu la même galère. Élodie Binet a déboursé pas moins de 300 euros de sa poche pour se fournir en matériel médical. Elle n'était *« pas loin d'acheter des ponchos imperméables sur Amazon »* pour faire office de blouse. L'infirmière Alix Casse et sa collaboratrice, elles, ont bien des masques. Mais doivent passer des appels aux dons sur les réseaux sociaux, *« pour que les entreprises du coin nous fournissent un minimum de matériel. On avait réussi à récupérer des visières par une entreprise 3D, mais elles ont été réquisitionnées par les gendarmes... »*

Pour faire face aux manques, notamment de masques et de surblouses, hôpitaux, collectivités et mairies ont donc fait appel à des couturières. Là encore, des femmes viennent sauver la mise des défaillances publiques.

Justine fait partie de celles qui ont rejoint l'atelier couture lancé par le CHU de Lille pour fabriquer des surblouses – 6 000 y sont utilisées chaque jour par les soignants. *« On voit dans l'atelier qu'il y a beaucoup de femmes, c'est clair qu'elles constituent la*

première ligne. Mais les hommes prêtent aussi main-forte pour trouver des tissus, les livrer, etc. », précise la couturière bénévole.

Dans les Hauts-de-France toujours, Chantal passe ses après-midi sur sa machine à coudre à fabriquer des masques pour le personnel d'une résidence pour personnes âgées de sa ville. Après avoir travaillé des années dans une entreprise de nettoyage, Chantal a pourtant les mains et les épaules en compote. Malgré de multiples opérations à chacune de ces articulations, elle n'a pas hésité à répondre à l'appel de sa mairie. « *Je ne peux pas coudre autant que je voudrais, regrette-t-elle même. Mais je suis contente de rendre service aux filles de la résidence.* » Lesquelles vont donc au boulot sans équipement et sans avoir renoncé à leur « *devoir* » ou à leur « *vocation* », comme le définissent nos interlocutrices.

« *On est là pour prendre soin et préserver la vie, insiste Élodie Binet. Donc, même si j'ai la pétoche, j'y vais. C'est ma responsabilité de ralentir la propagation du virus.* » Une réflexion qui fait écho à l'analyse de Sandra Laugier : « *Les travailleuses du care ont toutes le réflexe de dire qu'elles ne peuvent pas faire autrement. Il y a une dimension morale très forte dans ces métiers.* »

Comme le rappelle justement Alix Casse, elle aussi infirmière libérale, « *on ne fait pas que du soin. On devient un membre de la famille de nos patients, on fait aussi office d'assistante sociale, de réparatrice télé, de femme de ménage, de plombière... C'est tout un accompagnement. Ça n'a l'air de rien, mais pour certains patients, ça représente tout* ». « *Les familles nous font confiance* », renchérit Isabelle. L'auxiliaire de vie apprécie de faire les courses et la causette aux personnes dont elle s'occupe. « *Parfois, elles n'ont que nous...* »

Car le *care* va plus loin que le soin physique, « *il permet de maintenir la vie quotidienne, pas seulement la vie biologique* », rappelle Sandra Laugier.

Des fonctions qui, comme le souligne le HCE, « *contribuent à notre survie lors de cette pandémie* », mais restent bien trop souvent invisibilisées, mal payées et méprisées.

À temps partiel à 80 %, en travaillant les week-ends et avec treize ans d'ancienneté, Maëlys, aide-soignante, touche 1 040 euros par mois. Élodie Binet, infirmière libérale, se déplace parfois à des kilomètres de chez elle pour effectuer des injections rémunérées 7 euros brut. « *On ne fait pas ça pour l'argent, sinon on ferait autre chose*, ironise Delphine, aide-soignante de nuit en Ehpad. *Mais notre métier a une valeur particulière en ce moment, il prend tout son sens. Les personnes âgées comptent sur nous.* »

« *Comment se fait-il que tout ce domaine d'activité soit dévalorisé, tenu pour peu de chose ?*, interroge la philosophe Sandra Laugier. *Tout un domaine de l'activité humaine, extrêmement important, se trouve négligé, n'est pas pris au sérieux. La question revient à celle de la poule et de l'œuf : est-il dévalorisé car occupé par des femmes ou est-il occupé par des femmes car peu valorisé ? Le domaine de la vie domestique n'a jamais été considéré comme important politiquement, il s'agit d'un lieu de travail gratuit. Or, là on s'aperçoit que c'est bien celui-là qui permet l'essentiel. Tout ce qui fait qu'on vit a toujours été assuré par les femmes, tout ce qu'on ne voit pas ou ne veut pas voir d'habitude apparaît au grand jour. Alors que le discours politique reste dominé par les hommes. La structure genrée de la société devient très visible. Le fait qu'on parle plus de ce travail du care, majoritairement féminin, qu'il apparaisse plus, ne change finalement rien aux structures de domination.* »

Alors, à quand une allocution télévisée, à 20 heures, de travailleuses du *care* ?

Boîte noire

*Le prénom a été modifié.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.